

**Assemblée générale**

Distr. générale
7 mai 2008
Français
Original : anglais

Commission du droit international**Soixantième session**

Genève, 5 mai-6 juin et 7 juillet-8 août 2008

**Ressources naturelles partagées : commentaires
et observations des gouvernements
concernant le projet d'articles sur le droit
des aquifères transfrontières**

Additif**États-Unis d'Amérique**

1. Les États-Unis d'Amérique estiment que les travaux de la Commission du droit international sur les aquifères transfrontières constituent un progrès important dans la mesure où ils orientent l'utilisation et la protection raisonnables des aquifères souterrains qui jouent un rôle de plus en plus important en tant que sources d'eau pour les populations. Il faut pallier le manque d'indications précises données aux États qui s'efforcent de surmonter les pressions exercées sur les aquifères transfrontières, et le travail que fait la Commission pour élaborer un instrument souple en matière d'utilisation et de protection de ces aquifères peut se révéler très utile pour ces États. Dans ce travail, la Commission a réalisé un équilibre raisonnable entre le champs d'application et la portée des obligations proposées. Plus précisément, le projet d'articles est d'application très large et vise des activités, où qu'elles soient, qui « ont ou sont susceptibles d'avoir un impact » sur les aquifères transfrontières dans le but de protéger les systèmes aquifères, mais il évite d'exagérer les obligations des parties en matière de protection au détriment d'autres activités importantes. Bref, la Commission a fait beaucoup de progrès sur une question importante et complexe.

2. Les États-Unis continuent de préférer, et de loin, par opposition à une convention-cadre mondiale, les arrangements régionaux et locaux spécifiques qui sont le meilleur moyen de protéger les eaux souterraines transfrontières. En rédigeant le projet d'articles, la Commission avait peut-être à l'esprit une convention-cadre, mais les États-Unis estiment qu'il serait préférable que le projet d'articles prenne la forme d'un ensemble de principes non contraignants, ayant valeur de recommandations, comme dans le cas de la responsabilité pour les dommages transfrontières. Il y a encore beaucoup à apprendre sur les aquifères



transfrontières en général et sur les caractéristiques propres à chacun, de même que sur les pratiques des États, qui sont très diverses. Dans la négociation d'un accord, les parties peuvent tenir compte de nombreux facteurs, notamment les caractéristiques hydrologiques de l'aquifère, les utilisations actuelles et futures prévues, les conditions climatiques et leur évolution future et des considérations économiques, sociales et culturelles. Il est donc préférable que les accords sur les eaux souterraines soient conclus à l'échelle régionale ou locale, compte tenu des facteurs, notamment politiques, sociaux, et économiques qui influent sur chaque situation. De plus, le projet d'articles va au-delà du droit et de la pratique actuels. Il prévoit une série d'obligations, notamment les procédures applicables en matière d'échange de données, de maîtrise, de gestion des ressources et de coopération technique, qui vont nettement au-delà des obligations actuelles des États et donc ne se prêtent pas à la forme de la déclaration explicitant l'état du droit coutumier et ne peuvent même être considérées comme un développement progressif raisonnable de celui-ci. Reformuler ces dispositions de manière à énoncer des principes non contraignants qui seraient de simples recommandations serait donc cohérent avec le caractère général d'une grande partie de l'essentiel du texte, mais pour ce faire, il faudrait modifier le texte de manière à supprimer tous les termes de nature contraignante ainsi que les dispositions obligatoires.

3. Les États-Unis ne sont pas convaincus qu'un traité mondial obtiendra l'appui nécessaire, mais un grand nombre d'États ont exprimé leur intérêt pour un tel instrument. Si la Commission poursuit dans cette direction, malgré les réserves exprimées par les États-Unis, plusieurs questions importantes devront être prises en compte : a) la relation entre une convention-cadre et d'autres arrangements bilatéraux ou régionaux; et b) le rôle des États parties autres que des États de l'aquifère.

4. La première question est celle de la relation entre une convention et d'autres arrangements qui ont une incidence sur la gestion et la protection des aquifères transfrontières. Un certain nombre d'arrangements ont déjà été conclus, notamment entre les États-Unis et ses voisins, en matière de gestion de leurs eaux limitrophes. La Commission devrait, dans le cadre de son examen des dispositions, veiller à ce que les parties à une convention-cadre puissent conclure des accords avec d'autres États de l'aquifère pouvant s'écarter au fond des dispositions d'une éventuelle convention-cadre. Les États de l'aquifère sont les mieux placés pour connaître leur situation, pour évaluer des considérations et des besoins contradictoires concernant certains aquifères et pour gérer les aquifères communs comme ils le jugent bon, et il ne devrait pas leur être interdit de le faire. Ainsi, la Commission devra éviter d'adopter des dispositions susceptibles de se substituer aux accords bilatéraux ou régionaux ou de limiter la faculté des États de conclure de tels arrangements.

5. En outre, l'article 19 encourage les États de l'aquifère à passer entre eux un accord ou arrangement bilatéral ou régional aux fins de la gestion d'un aquifère transfrontière, mais il empêche également les États de l'aquifère de conclure un accord ou un arrangement pour un aquifère ou système aquifère qui porterait atteinte, de façon significative, à l'utilisation de l'eau de l'aquifère ou du système aquifère sans le consentement exprès d'un ou plusieurs États de l'aquifère. Le commentaire dit que l'interdiction n'entend pas conférer un pouvoir de veto à ces autres États, mais les termes sans équivoque de la disposition pourraient peut-être amener un État de l'aquifère non partie à empêcher la conclusion d'un accord ou à

exiger des concessions disproportionnées des États qui négocient en refusant de donner son consentement exprès.

6. Les États-Unis reconnaissent l'importance de la participation de tous les États de l'aquifère concernés à un accord concernant tel ou tel aquifère transfrontière. Néanmoins, l'obligation d'obtenir le consentement exprès des États de l'aquifère à qui il serait causé des dommages significatifs mais qui ne participent pas à la négociation de l'accord, pourrait imposer des contraintes inutiles et disproportionnées aux États de l'aquifère qui négocient l'accord. Les États parties, seuls ou de concert, seraient quand même tenus, entre autres obligations, d'utiliser l'aquifère transfrontière selon le principe de l'utilisation équitable et raisonnable (art. 4) et de ne pas causer de dommage significatif aux autres États de l'aquifère (art. 6). Il semble donc inutile que la conclusion d'un accord dépende également du consentement exprès des autres États de l'aquifère puisque tout effort déployé pour conclure un accord serait limité par les dispositions susmentionnées et l'obligation pourrait être disproportionnée dans la mesure où d'autres États pourraient exercer une influence indue sur les négociations. Au contraire, les États-Unis recommandent que les États soient tenus de consulter les autres États de l'aquifère intéressés et de les inviter éventuellement à participer à l'accord ou l'arrangement. Cette obligation ferait en sorte que tous les États de l'aquifère seraient au courant de l'accord et auraient la possibilité de participer à son élaboration, sans pour autant que ceux qui souhaitent conclure un accord ou arrangement particulier soient soumis à des contraintes trop importantes.

7. Les autres questions concernent les États parties qui n'ont pas d'aquifères transfrontières communs. Le projet d'articles prévoit que des États qui ne sont pas des États de l'aquifère peuvent être parties et avoir alors des obligations dans le domaine des activités qui peuvent avoir une incidence sur les États de l'aquifère. Certains articles imposent des obligations aux États qui ne sont pas des États de l'aquifère, notamment l'article 10 concernant les États sur le territoire desquels se trouve tout ou partie d'une zone de réalimentation ou de déversement d'un aquifère; l'article 14 concernant les activités d'un État susceptibles d'avoir des effets significatifs sur un aquifère transfrontière; l'article 15 concernant la coopération technique avec les États en développement; l'article 16 concernant les situations d'urgence qui menacent de causer un dommage grave à un aquifère transfrontière. Ces articles reconnaissent que les aquifères sont vulnérables à la pollution et à d'autres risques ayant une autre origine qu'un État de l'aquifère. Toutefois, les articles sur la coopération, l'échange de données, la protection des écosystèmes, et la maîtrise et la gestion de la pollution ne s'appliquent qu'aux États de l'aquifère. Les États-Unis recommandent un examen de la question de savoir si les États parties qui ne sont pas des États de l'aquifère devraient être visés de quelque façon par les articles en question. Par exemple, l'article 11 exige des États de l'aquifère, s'il y a lieu, qu'ils préviennent, réduisent et maîtrisent la pollution de leur aquifère ou système aquifère transfrontière, susceptible de causer des dommages significatifs à d'autres États de l'aquifère. Toutefois, il faudrait peut-être songer à élargir la portée de cette obligation pour inclure la protection contre la pollution susceptible de causer des dommages significatifs à des États parties autres que les États de l'aquifère, puisque ces États seraient déjà tenus, conformément à l'article 10, de coopérer avec les États de l'aquifère pour protéger l'aquifère ou système aquifère.

8. Enfin, si la Commission élabore une convention-cadre, elle devra également ajouter des dispositions finales et veiller à l'utilisation de termes appropriés dans

l'ensemble du texte. Plus particulièrement, on ne retrouve, dans le projet d'articles, que l'expression « État de l'aquifère » ou le terme « État ». Toutefois, dans une éventuelle convention, il faudrait parler de « partie de l'aquifère » ou d'« État partie » pour éviter toute confusion sur la portée des obligations prévues par la convention.
